

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 49 (2025)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : nomination de Tengku Zafrul Abdul Aziz à la tête de l'Autorité malaisienne de développement des investissements
- ❖ Philippines : prévisions de croissance 2025-2026 révisées à la baisse par l'OCDE
- ❖ Laos : baisse du taux directeur à 8,5 %

**LE CHIFFRE À
RETENIR**
259 Md USD

Patrimoine cumulé des 55 milliardaires basés à Singapour en 2025 (+66 % en g.a.) (UBS)

Région

L'AFD renforce son appui au développement de l'ASEAN Power Grid

L'Agence française de développement a signé deux accords de financement avec l'ASEAN Centre for Energy (ACE) et le Southeast Asia Energy Transition Partnership (ETP-UNOPS) afin d'accélérer la mise en œuvre de l'ASEAN Power Grid (APG). Le premier accord financera des études de faisabilité pour une nouvelle interconnexion électrique transfrontalière, en appui aux orientations du plan d'action APAEC et de l'ASEAN Interconnection Masterplan Study. L'ACE pilotera ces travaux en coordination avec les États membres et les organes techniques concernés. Le second accord vient renforcer la contribution française au fonds commun d'ETP et permettra d'établir l'ASEAN School of Regulation, initiative soutenue par l'ASEAN Energy Regulators Network visant à doter les régulateurs énergétiques régionaux des compétences nécessaires pour accompagner l'essor des échanges d'électricité et la structuration d'un cadre réglementaire harmonisé au sein de l'APG.

Indonésie

PLN renonce à une fermeture anticipée de la centrale de Cirebon

L'électricien public indonésien PT PLN a renoncé à avancer la fermeture de la centrale à charbon de Cirebon (660 MW), exploitée par PT Cirebon Electric Power, en raison de coûts jugés trop élevés. Mettre fin au contrat d'achat en 2037 au lieu de 2042 aurait entraîné

des pénalités équivalentes aux remboursements de prêts, soit environ 730 M USD par an ou 3,6 Md USD en versement unique, selon PLN. Le remplacement par du solaire nécessiterait 3 600 MW de capacité, soit six fois les 600 MW initiaux, pour compenser la faible durée de production quotidienne et garantir un approvisionnement stable, représentant près de 5 Md USD d'investissement. L'opération atteindrait ainsi 8 Md USD hors coûts de stockage, incitant PLN à maintenir une stratégie de sortie progressive plutôt qu'une retraite anticipée du charbon.

Nette accélération du PMI manufacturier indonésien en novembre

L'activité manufacturière indonésienne s'est renforcée en novembre, le PMI progressant à 53,3 après 51,2 en octobre, soit un quatrième mois consécutif d'expansion et son plus haut niveau depuis février 2025. La croissance s'est accélérée grâce à un regain de production et à la plus forte hausse des nouvelles commandes depuis août 2023, portée exclusivement par la demande intérieure, tandis que les commandes à l'export ont chuté au rythme le plus marqué en quatorze mois. Cette dynamique a entraîné une hausse des recrutements et des achats d'intrants ainsi qu'un réapprovisionnement des stocks. Les entreprises ont également fait face à un allongement des délais de livraison, les plus importants depuis octobre 2021, en raison de congestions routières et de mauvaises conditions météo. Sur le front des prix, l'inflation des coûts d'intrants a atteint son niveau le plus élevé en neuf mois, sous l'effet de la hausse des matières premières et de la dépréciation du change, poussant les industriels à relever leurs prix de vente au rythme le plus rapide depuis avril 2024.

Inflation à 2,7 % en g.a en novembre 2025

L'inflation en Indonésie est restée maîtrisée en novembre 2025, avec un IPC à 2,72 % en g.a (+ 0,17 % m/m), toujours dans la cible de 2,5 % \pm 1 %. L'inflation sous-jacente s'est maintenue à 2,36 % (en g.a), portée par la hausse des prix de l'or joaillerie, tandis que les produits alimentaires, plus volatils, n'ont progressé que de 0,02 % (m/m) malgré des perturbations climatiques, leur inflation annuelle ralentissant à 5,48 %. Les prix administrés ont augmenté de 0,24 % (m/m), notamment en raison de la hausse des tarifs aériens liée à la montée de la mobilité et au renchérissement du carburant aviation, portant leur inflation annuelle à 1,58 %.

Les inondations paralysent l'économie locale et causent plus de 4 Md USD de pertes

Les inondations et glissements de terrain provoqués par le cyclone tropical Senyar ont gravement perturbé les chaînes d'approvisionnement dans le nord de Sumatra, où de nombreux petits commerçants, agriculteurs et ménages se retrouvent coupés de carburant, d'électricité, d'eau potable et de denrées alimentaires. Selon le centre Celios, les pertes économiques pourraient atteindre environ 4,1 Md USD, soit près de 0,29 % du PIB. Les prix du carburant se sont notamment envolés jusqu'à 40 000–50 000 IDR le litre (2,4–3 USD), contre 10 000 IDR (0,6 USD) en temps normal tandis que les commerçants subissent une flambée des prix alimentaires, ainsi qu'une chute de leur chiffre d'affaires pouvant atteindre 80 %.

Malaisie

La Banque mondiale finance un complexe solaire pour un montant de 6 Md USD à Johor

La Banque mondiale, par l'intermédiaire de la Société Financière Internationale (SFI), son organe de financement du secteur privé, s'est associée à l'agence d'investissement de l'Etat de Johor et au producteur malaisien d'énergies renouvelables Ditrolic Energy pour développer un complexe solaire de 2 000 km² dans le sud de Johor, pour un montant de 6 Md USD. Le projet comprendra une centrale solaire pouvant atteindre 4 GW, ainsi qu'un système de stockage par batteries de 5,1 GWh d'électricité verte. L'énergie produite alimentera en partie les entreprises implantées à Johor, soutenant le développement de la zone économique spéciale Johor-Singapour (JS-SEZ), et pourra également être exportée vers Singapour pour contribuer à l'ASEAN Power Grid, initiative visant à établir un projet d'interconnexion énergétique régional. La date de mise en service du complexe n'a pas encore été annoncée.

Nomination de Tengku Zafrul Abdul Aziz à la tête de l'Autorité malaisienne de développement des investissements

Tengku Zafrul Abdul Aziz a quitté le 3 décembre son poste de ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI), sa fonction devenant incompatible avec la Constitution malaisienne en raison de l'expiration de son second mandat de sénateur. Dans la foulée, le bureau du Premier ministre a annoncé la nomination de l'intéressé pour un mandat de deux ans à la présidence de l'Autorité malaisienne de développement des investissements (MIDA), organisme placé sous la tutelle du MITI. Cette nomination constitue un signal de continuité et devrait contribuer à renforcer la confiance des investisseurs étrangers. Le nom du futur ministre du MITI n'est pas encore connu.

Reprise de la croissance du secteur manufacturier

Le secteur manufacturier malaisien a connu une reprise en novembre 2025. La croissance des nouvelles commandes a atteint son rythme le plus rapide depuis avril 2022, stimulant achats et recrutements, tandis que la confiance des entreprises a atteint son niveau le plus élevé depuis juillet 2013, soutenue par l'augmentation de la clientèle. Aussi, l'indice PMI manufacturier s'est établi à 50,1, son plus haut niveau depuis mai 2024, signalant une expansion de l'activité manufacturière après dix-sept mois consécutifs de contraction. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte d'optimisme général confirmé par l'enquête Global Trade Pulse Survey 2025 de HSBC : 92 % des entreprises malaisiennes anticipent une hausse de leur commerce international au cours des deux prochaines années, tandis que 64 % envisagent de renforcer leurs échanges intra-asiatiques, notamment en Asie du Sud-Est. Pour se prémunir contre les incertitudes, 49 % des entreprises ajustent leurs politiques de prix, 42 % diversifient leurs fournisseurs et 48 % augmentent leurs stocks pour faire face à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

Singapour

Visite du Premier Ministre de Malaisie : avancées sur la connectivité transfrontalière et élargissement de la coopération bilatérale lors du 12^e Leaders' Retreat

À l'issue du 12^e Singapore–Malaysia Leaders' Retreat, tenu le 4 décembre à Singapour, les Premiers ministres Lawrence Wong et Dato' Seri Anwar Ibrahim ont annoncé plusieurs avancées structurantes pour la coopération bilatérale. Les deux pays ont signé un accord additionnel au RTS Link Bilateral Agreement afin d'établir des installations conjointes de contrôle aux frontières pour le futur RTS Johor Bahru–Singapour, et ont engagé des discussions pour améliorer le schéma des taxis transfrontaliers, dans un contexte de forte hausse de la demande. Ces initiatives doivent soutenir la montée en puissance de la Zone Economique Spéciale Johor–Singapour, qui a déjà attiré plus de 5,5 Md SGD d'investissements depuis 2024. Les deux délégations – comprenant les principaux ministres sectoriels, notamment en charge des finances, des transports, de l'énergie et des affaires étrangères – ont également salué les progrès en matière de coopération énergétique, incluant l'autorisation conditionnelle d'importations d'électricité bas-carbone depuis le Sarawak et l'étude d'un second interconnecteur. Les discussions se poursuivent sur des dossiers sensibles (espace aérien, eau, délimitation maritime), avec l'engagement d'avancer dans un cadre constructif et conforme au droit international. Deux MoU ont par ailleurs été signés sur la santé et la lutte contre le trafic de drogues, tandis que la Malaisie a approuvé l'ouverture de consulats singapouriens au Sabah et au Sarawak.

UE–Singapour : renforcement de la coopération numérique lors du deuxième Digital Partnership Council

L'Union européenne et Singapour ont tenu à Bruxelles la deuxième réunion du Digital Partnership Council. Co-présidée par la vice-Présidente exécutive de la Commission européenne, Henna Virkkunen, et la ministre singapourienne du Développement numérique et de l'Information, Josephine Teo, la réunion a mis en avant les avancées réalisées depuis la création du Partenariat en 2023 et défini de nouvelles priorités alignées sur l'évolution technologique. Les échanges ont porté sur la sécurité de l'IA (incluant les travaux liés à l'accord administratif UE–Singapour), la sûreté en ligne et la lutte contre les escroqueries, l'interopérabilité des identités numériques, la résilience cyber, les flux de données et de possibles coopérations sur les data spaces. Les deux parties ont également manifesté leur intérêt pour des collaborations sur les semi-conducteurs et technologies quantiques. Elles ont par ailleurs salué l'entrée en vigueur en mai 2025 de l'accord de commerce numérique UE–Singapour, destiné à accroître la confiance des consommateurs, garantir la sécurité juridique des entreprises et réduire les barrières au commerce numérique.

UBS : le patrimoine des milliardaires singapouriens bondit de 66 %, soutenue par l'appréciation des actifs et l'arrivée de nouveaux résidents

Selon le Billionaire Ambitions Report publié par UBS, la richesse cumulée des milliardaires résidant à Singapour a augmenté de 66,4 % en 2025 pour atteindre 258,8 Md USD, positionnant la cité-État au troisième rang en Asie-Pacifique derrière la Chine et l'Inde. Le nombre de milliardaires s'établit à 55, avec six nouveaux entrants et deux milliardaires ayant déménagé dans le pays, une évolution tirée par l'appréciation du dollar singapourien, la bonne tenue du marché boursier local et l'installation de fortunes internationales, notamment en lien avec le dynamisme technologique chinois. À l'échelle régionale, l'Asie-Pacifique enregistre la progression la plus marquée : 1 036 milliardaires (+55 en un an) pour une richesse totale en hausse de 11,1 % à 4 200 Md USD. La Chine continentale accueille 70 nouveaux milliardaires tandis que 26 individus ont perdu cette étiquette, portant leur nombre à 470 (+22 % de richesse). Le rapport met également en avant un transfert patrimonial mondial record (297,8 Md USD en 2025), ayant élevé 91 individus au rang de milliardaire en 2025, ainsi qu'une croissance accélérée de la richesse féminine (+8,4 %), illustrant une diversification accrue des profils de détenteurs de grandes fortunes.

Vietnam

L'OCDE revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour le Vietnam pour 2026

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales publié le 2 décembre, l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a confirmé sa prévision de croissance du PIB du Vietnam pour 2025 à 6,2 % et a relevé sa projection pour 2026 à 6,2 % contre 6 % initialement évalué en juin 2025. Cette révision positive reflète la confiance de l'OCDE dans les fondamentaux macroéconomiques du pays, soutenus notamment par la forte croissance de 8,2 % enregistrée au troisième trimestre. Les prévisions de croissance des institutions financières (FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de développement, OCDE), comprises entre 6,2 % et 6,7 %, sont moins optimistes que celles des banques privées (HSBC, UOB) qui évaluent la croissance entre 7,5 % et 7,9 %. L'OCDE souligne toutefois des risques potentiels : un ralentissement possible de la demande extérieure à partir de 2026 qui pourrait peser sur les exportations vietnamiennes en raison d'un ralentissement du commerce mondial, une baisse des flux d'IDE, les impacts éventuels des droits de douane réciproques américains et la modification des politiques commerciales de grandes économies. Malgré ces incertitudes, l'institution estime que le Vietnam reste sur une trajectoire de croissance solide, tout en soulignant l'importance de poursuivre les réformes structurelles pour renforcer la productivité et la qualité de la croissance.

Vers un nouveau modèle de distribution

Lors de l'inauguration à Hanoi le 1er décembre du centre commercial GO ! Thang Long du groupe thaïlandais Central Retail Vietnam, M. Tran Huu Linh, Directeur du département du contrôle et du développement du marché intérieur du ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT), a annoncé que son ministère se préparait à soumettre au Premier ministre un plan visant à transformer près de

7 000 marchés traditionnels en magasins de commodité modernes et en centres commerciaux. Ce plan s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations définies dans la Stratégie de développement du marché de la vente au détail du Vietnam à l'horizon 2030, avec des perspectives jusqu'en 2050, adoptée par le Premier ministre le 21 octobre 2025. M. Linh a également indiqué que les infrastructures commerciales modernes sont considérées comme un pilier stratégique, visant à moderniser durablement le commerce intérieur du pays. En 2025, le Vietnam compte environ 1 270 supermarchés, 270 centres commerciaux (malls) et 250 000 « convenience stores », principalement concentrés dans les centres urbains et qui ne représentent que 30 % à 35 % du marché de la distribution, contre 60 à 70 % pour les marchés traditionnels.

Le Vietnam lance un programme d'expérimentation sur les jeux d'argent

Le gouvernement a approuvé le 26 novembre la Résolution 08/2025/NQ-CP définissant un programme d'expérimentation d'une durée de 5 ans, lequel autorise les citoyens vietnamiens à jouer dans trois casinos spécifiques situés à Phu Quoc (An Giang), Ho Tram (Ho Chi Minh - Ville) et Van Don (Quang Ninh). Il s'agit d'un changement significatif puisqu'aujourd'hui, les jeux d'argent (casinos, paris sportifs, jeux en ligne) sont très restreints pour les Vietnamiens à l'exception de certains jeux traditionnels et les loteries nationales. Le Vietnam compte actuellement 9 casinos en activités dont 8 ne sont qu'ouverts aux étrangers. Cette mesure vise à rediriger les flux financiers locaux vers le marché intérieur et à stimuler le tourisme et le secteur des loisirs dans ces zones de développement. L'accès reste toutefois strictement réglementé, imposant des conditions de revenus et d'âge aux joueurs pour prévenir les problèmes sociaux liés au jeu. Ce programme pilote, qui s'étendra sur 5 ans, permettra d'évaluer l'impact économique et social avant une éventuelle extension du modèle.

Des services internet par satellite bientôt fournis aux Vietnamiens par Starlink et Amazon Internet

Le Vietnam accélère la procédure de délivrance de licence commerciale pour les essais de services Internet par satellite en orbite basse, conformément à la résolution n°193/2025/QH15 du 19 février 2025 afin de moderniser rapidement le réseau des télécommunications et garantir la connectivité dans les zones reculées où les services terrestres sont insuffisants. Le Département des télécommunications du ministère des Sciences et des Technologies a confirmé que deux acteurs majeurs – Starlink de SpaceX et Kuiper d'Amazon – ont déjà déposé une demande pour participer au programme pilote. Début 2025, le gouvernement vietnamien par la décision n°659/QĐ-TTg du 23 mars 2025, avait déjà donné l'autorisation de principe permettant à SpaceX d'expérimenter la fourniture de services internet par satellite. De son côté Amazon, pour soutenir sa demande, a rappelé que le Vietnam avait un rôle stratégique dans le développement de son projet Kuiper (désormais appelé Amazon Leo) : il s'agit d'un projet d'infrastructure pour l'Internet par satellite reposant sur une constellation de 3200 satellites placés sur une orbite terrestre basse.

Thaïlande

Volet 'PME' du plan de relance adopté par le gouvernement

Dans le cadre du plan de relance du ministre des Finances Ekniti, présenté comme un ensemble de « Quick big Win » un train de mesures en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) a été adopté lors de la réunion du Conseil des ministres du 2 décembre 2025. Au niveau financier, le plan de soutien prévoit une enveloppe publique de 680 M USD (21,7 Md THB), dont 330 M USD (10,5 Md THB) de garanties de prêts opérés par la Société de garantie de crédits aux PME (TCG), qui sera autorisée à apporter jusqu'à 1,6 Md USD (50 Md THB) de garanties publiques. En conséquence, les banques publiques seront autorisées à accorder jusqu'à 6,8 Md USD (217 Md THB) de prêts à taux réduits. Au total, le volet financier pourrait atteindre les 8,3 Md USD (soit 267 Md THB, incluant les 50 Md THB de garanties publiques, et les 217 Md THB de prêts concessionnels). Le ministère des Finances espère toucher environ 107 000 PME et stimuler la croissance à +0,36 pt de PIB en 2026. Sur le plan fiscal, les importations de biens à faible valeur ajoutée ne seront plus exonérés de droits de douane, l'impôt sur les sociétés sera remboursé à 20 000 PME, pour un coût budgétaire maximal de 1,9 Md USD (60 Md THB) d'ici fin 2025, et des exonérations fiscales seront accordées aux grandes entreprises qui aident les PME dans leur chaînes d'approvisionnement à se numériser dans le cadre du programme « Les aînés aident les cadets » qui pourrait toucher jusqu'à 1 500 PME. Sur le plan des marchés publics, une préférence sur le prix de 5 % sera accordée (l'offre pourra être retenue même si elle est jusqu'à 5 % plus chère que celle d'un concurrent) aux PME certifiées par l'Agence de promotion des PME et qui utilisent le système de facturation électronique national PromptBiz. Le gouvernement envisage également de créer une plateforme nationale d'e-commerce pour réduire la dépendance vis-à-vis des plateformes étrangères, dans le but de faciliter l'accès des PME thaïlandaises au commerce en ligne.

Bourse de Thaïlande : chiffre d'affaires en baisse (-6 %) mais bénéfice en hausse (+20,8 %) pour les entreprises cotées sur les 9 premiers mois de l'année

Sur les 9 premiers mois de 2025, les ventes des entreprises cotées à la bourse de Thaïlande (SET) sont en baisse en glissement annuel (-6,0 %) à 387,4 Md USD (1 240 Md THB). Leur bénéfice net connaît néanmoins une forte hausse (+20,8 %) à 27,7 Md USD (886,8 Md THB), porté par les revenus tirés des opérations financières (fusion-acquisition, restructuration, investissement). 73,7 % des 602 entreprises cotées ont enregistré un bénéfice net positif. Hors entreprises des secteurs de l'énergie et de la pétrochimie, les résultats des entreprises sont meilleurs, avec un recul de -0,7 % du chiffre d'affaires et un bénéfice net en hausse de +16,4 %. Par ailleurs, la stabilité financière est renforcée, avec un ratio de levier (dette/fonds propres) des entreprises non-financières à 1,49, contre 1,56 en 2024. L'indice SET est en baisse de 10% sur les 11 mois de l'année.

Lancement de l'appel d'offre pour l'extension du train urbain de Bangkok pour 660 M USD

La State Railway of Thailand (SRT) a lancé l'appel d'offres pour deux extensions de la ligne ferroviaire de banlieue « ligne rouge » autour de Bangkok, pour un budget total de 660 M USD (21 Md THB). La première extension reliera Rangsit à l'université Thammasat sur 8,9 km avec 4 stations, pour un coût d'environ 200 M USD (6,1 Md THB) et la seconde reliera Siriraj, Taling Chan et Salaya sur 20,5 km avec 9 stations, pour un budget de 470 M USD (15,2 Md THB). Les appels d'offres sont ouverts jusqu'à fin décembre 2025, l'attribution des contrats est prévue début 2026, le démarrage des travaux vers mars 2026 pour une durée de 36 mois, avec une mise en service attendue en 2029. Ces projets visent à améliorer la desserte ferroviaire des zones universitaires et périurbaines et à renforcer la mobilité autour de la capitale thaïlandaise.

Philippines

L'OCDE réduit ses prévisions de croissance pour les Philippines en 2025 et 2026

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a abaissé ses prévisions de croissance pour les Philippines, de 5,6 % à 4,7 % pour 2025 et de 6,0 % à 5,1 % pour 2026, en raison de la baisse de l'investissement public liée au scandale de corruption affectant les projets de lutte contre les inondations. Ces prévisions sont nettement inférieures aux objectifs du gouvernement, fixés entre 5,5 et 6,5 % pour 2025 et entre 6,0 et 7,0 % pour 2026-2028, l'OCDE anticipant une croissance de 5,8 % en 2027. Le ministre du Développement économique, M. Balisacan, a par ailleurs déclaré qu'il était « très peu probable que l'économie philippine atteigne le seuil bas de l'objectif de croissance pour 2025 », dans le contexte des affaires de corruption et des récentes catastrophes naturelles. Cette révision fait également écho à l'ajustement opéré la semaine dernière par S&P, qui a abaissé sa projection de croissance 2025 à 4,8 %. L'agence vient toutefois de confirmer sa notation souveraine à long terme « BBB+ » avec perspectives « positives », reflétant sa confiance dans les fondamentaux du pays malgré le ralentissement temporaire de l'économie.

Les Philippines premier importateur de viande de porc du Brésil en raison de la prolongation de l'épidémie de peste porcine africaine

Les Philippines devraient remplacer cette année la Chine comme principal débouché pour les exportations de viande de porc en provenance du Brésil, en raison de la prolongation de l'épidémie de peste porcine africaine (PPA) dans le pays. Les Philippines devraient importer cette année 790 000 tonnes de viande de porc, en augmentation de plus de 55 % par rapport aux 508 000 tonnes de 2024, devenant le premier débouché brésiliens (avec 25 % de leurs ventes) qui sont eux même les premiers fournisseurs des Philippines avec 37 % des importations de viande de porc du pays. L'épidémie de PPA qui touche les Philippines depuis juillet 2019, avec encore 11 des 82 provinces du pays concernées, a provoqué la mort de 5 millions de cochons entraînant la chute de la production locale pour un coût économique global de 1,7 Md USD.

La Banque mondiale débloque un prêt de 500 M USD pour la reconstruction post-typhons aux Philippines

Le 24 novembre 2025, la Banque mondiale a débloqué 500 M USD pour soutenir la reprise et la reconstruction dans les zones touchées par les récents typhons aux Philippines, qui ont causé pertes humaines, dégâts agricoles et aux infrastructures. Pour rappel, le typhon Kalmaegi (Tino) du 4 novembre a touché plus de 5 millions de personnes dans plus de 400 municipalités, suivi cinq jours plus tard par le super typhon Fung-wong (Uwan), affectant près de 8 millions de personnes dans plus de 900 municipalités. Pour répondre à ces besoins immédiats, le gouvernement philippin a sollicité le 18 novembre 2025 l'instrument Cat DDO (Catastrophe Deferred Drawdown Option) de la Banque Mondiale, approuvé en novembre 2023 pour un montant de 500 M USD. Cet outil financier permet de renforcer la capacité du pays à gérer les risques climatiques en permettant un accès immédiat à des liquidités bloquées après une catastrophe majeure. A noter que ces fonds peuvent être retirés sur trois ans, avec une fonction rotative pour réutiliser les montants remboursés jusqu'à quatre fois, sur une durée totale maximale de 15 ans.

Cambodge

Défis et croissance de la noix de cajou

Deuxième producteur mondial de noix de cajou brutes, après la Côte d'Ivoire, le Cambodge vise à devenir le premier d'ici 2030. De fait, avec 580 000 ha de plantations, la production des dix premiers mois de 2025 a atteint 850 000 t (+21 %), dont plus de 780 000 t exportées vers le Vietnam pour environ 1 Md USD (+37 % en volume, +28 % en valeur). Malgré cette croissance, le secteur fait face à des défis environnementaux et structurels : pluies irrégulières, couverture nuageuse, typhons, et méthodes de production et de transformation encore largement artisanales, limitant les rendements. Pour y répondre, l'association des producteurs (CAC) a organisé 40 sessions de formation depuis mai 2025, ayant rassemblé plus de 7 400 agriculteurs. Il s'agissait de leur enseigner des techniques de fertilisation et de renforcement de la résilience des cultures face au changement climatique. Parallèlement, afin d'atteindre l'objectif d'accroître de 25 % la valeur ajoutée de la production et de la transformation d'ici 2027, la CAC estime que 329 M USD d'investissements seront nécessaires. En particulier, la mise à disposition de moyens pour l'adaptation au changement climatique, ainsi que le renforcement des capacités industrielles, sont jugés essentiels pour assurer la pérennité et la croissance durable du secteur.

Nouvelles liaisons, trafic en hausse

Sur les dix premiers mois de l'année, les arrivées aériennes internationales au Cambodge connaissent une hausse notable, avec une progression de 23 % à l'aéroport de Phnom Penh et de 11 % à celui de Siem Reap par rapport à 2024. Cette dynamique s'accompagne de l'ouverture de nouvelles lignes directes, pour renforcer la connectivité internationale du pays. À Siem Reap, le Secrétariat d'État à l'Aviation civile (SSCA) confirme l'arrivée prochaine de trois compagnies étrangères – Firefly Airlines (Malaisie), ainsi que T'way Air et Air Busan (Corée du Sud). Cela portera à 15 le

nombre total de transporteurs se posant à Siem Reap-Angkor (SIA) d'ici la fin de l'année. À Phnom Penh, Turkish Airlines lancera une liaison directe depuis Istanbul le 11 décembre, faisant de la capitale sa 7^e destination en Asie du Sud-Est, dans un contexte où les arrivées de voyageurs turcs ont augmenté de 23 % sur les dix premiers mois de l'année. Parallèlement, Etihad a rétabli en octobre sa ligne directe entre Abou Dhabi et l'aéroport international de Phnom-Penh (KTI), suspendue durant la période du Covid-19.

Recomposition du marché pétrolier cambodgien

La compagnie pétrolière thaïlandaise PTT, jusqu'à présent dominante sur le marché cambodgien, a vu ses ventes chuter de plus de 50 %. 50 des 200 stations-service à son nom ont donc fermé. Elles sont victimes d'un boycott des consommateurs cambodgiens... suite conflit frontalier avec la Thaïlande. Cette crise entraîne la modification de la chaîne d'approvisionnement locale : de nombreux franchisés de la marque, investisseurs cambodgiens, ont cessé leurs activités. Certains d'entre eux tentent de remplacer l'enseigne thaïlandaise par Peace Petroleum Cambodia. Bien qu'il s'agisse d'une chaîne cambodgienne, elle était fortement liée à PTT, qui assurait son approvisionnement. Le changement n'est pas donc bien souvent efficace. D'autres marques cambodgiennes déjà présentes vont se développer et peut-être des marques étrangères aussi ; mais pas thaïlandaises.

Laos

Bilan positif du gouvernement laotien concernant le plan quinquennal 2021-2025

À l'occasion de la 10^e session ordinaire de la 9^e Assemblée nationale, le Premier ministre laotien Sonexay Siphandone a présenté un bilan globalement positif du plan quinquennal 2021-2025 et fixé un cap macroéconomique ambitieux pour la fin d'année : le gouvernement vise une croissance de 4,8 % en 2025, après une progression moyenne du PIB de 4,24 % par an sur la période, tirée par l'agriculture (2,9 % de croissance moyenne, et représentant 19,4 % du PIB), l'industrie (4,7 %, 32,5 % du PIB) et les services (4,5 %, 36,6 % du PIB), même si ces derniers restent en-deçà des objectifs initiaux. Il a mis en avant les secteurs moteurs – production alimentaire pour le marché intérieur et l'export, électricité, mines, industries de transformation, transports et tourisme – tout en reconnaissant les pressions persistantes liées aux aléas climatiques, aux chocs externes, à la volatilité du kip et à la hausse du coût de la vie, qui ont poussé de nombreux travailleurs à émigrer. Le Premier ministre a également mis en avant le tournant réalisé sur le front budgétaire : la réduction de la dette publique d'environ 112 % du PIB en 2022 à 88 % en 2025, et le passage d'un déficit budgétaire de 1,0 % du PIB à un excédent de 1,4 %, grâce à une hausse des recettes à 18,65 % du PIB (au-delà de la cible de 17 %) et à un paquet de mesures combinant négociations de service de la dette, émissions obligataires, restructurations de prêts et limitation des nouveaux emprunts jugés peu efficaces. Parallèlement, il a insisté sur la continuité des efforts de stabilisation macroéconomique et de gestion de la dette, dans le cadre de la transition entre le 9^e plan (2021-2025) et le futur 10^e plan (2026-2030).

La Banque centrale abaisse son taux directeur pour soutenir l'activité économique

La Banque de la RDP Lao (BOL) a annoncé le 20 novembre la réduction de son taux directeur à 7 jours, abaissé de 9 % à 8,5 % par an, pour la quatrième fois d'affilée à l'issue de la quatrième réunion 2025 de son Comité de politique monétaire (-200 bps sur l'année). Cette décision vise à améliorer la liquidité du système financier, stimuler le crédit et renforcer la résilience de l'économie laotienne dans un contexte de ralentissement mondial, de volatilité du taux de change et de faiblesse persistante du crédit domestique. La BOL souligne que l'économie nationale reste exposée à plusieurs risques — croissance mondiale atone, fluctuations du kip, contraintes liées au service de la dette extérieure — mais anticipe une inflation modérée autour de 5 % au T4-2025. Pour 2026, l'autorité monétaire maintiendra une approche mixte, ajustant ses instruments (taux directeur, réserves obligatoires) et poursuivant l'émission d'obligations de court terme. Le régime de change administré sera reconduit, permettant aux banques commerciales d'opérer dans une marge de $\pm 6,5$ %, avec un taux de référence quotidien ajusté pour stabiliser le kip. La BOL prévoit également quatre réunions de politique monétaire en 2026, axées sur le contrôle des prix, les exemptions fiscales, la lutte contre le commerce illicite et une meilleure centralisation des comptes publics, afin d'améliorer l'efficacité des flux budgétaires et la coordination inter-agences.

Birmanie

L'expansion du secteur manufacturier continue en novembre

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 51,4 en novembre, après 51,5 en octobre, signalant que les niveaux de production se sont globalement stabilisés tandis que les nouvelles commandes ont augmenté à un rythme plus lent. Selon S&P, des contraintes sur l'offre, et en particulier des pénuries de matières premières, ont bridé la croissance manufacturière. Par ailleurs, l'emploi est resté en repli pour le troisième mois consécutif, mais à un rythme ralenti comparé à octobre. Les industriels peinent à maintenir leurs effectifs, en raison de départs volontaires liés à de meilleures opportunités salariales ailleurs et au retour d'employés dans leurs régions d'origine. La pression sur les prix s'est intensifiée en novembre, avec une hausse du coût des facteurs de production à son plus haut niveau en 14 mois, sur fond de pénurie en matière première, et qui est répercutée sur les prix en sortie d'usine. Le sentiment industriel s'est légèrement amélioré en novembre, après avoir atteint son niveau le plus bas en 10 mois en octobre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : donatien.lacresse@dgtrésor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ;
emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr